

Concours section : 2e concours d'accès

Epreuve matière : Cas pratique PENAL

N° Anonymat : NMBDS391 LH

Nombre de pages : 8

14/20

Concours : 2ème concours d'accès à l'ENM

Epreuve : Cas pratique droit pénal et procédure pénale

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Question 1 :

L'escroquerie est prévue et réprimée à l'article 313-1 du Code pénal (CP)

Élément matériel :

L'escroquerie se matérialise par l'usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité, ou l'abus d'une qualité vraie, ou l'emploi de manœuvres frauduleuses.

À l'égard des trois individus cités (Jacques Dupont, Pierre Martin et Paul Breau), l'usage de faux nom est établi.

Jacques Dupont et Pierre Martin usent de manœuvres frauduleuses en faisant appel aux services de Paul Breau, lui-même usant de la fausse qualité d'expert en art, pour que ce dernier, sous couvert de cette fausse qualité, se procure un grand nombre de copies.

En outre, l'usage de ces manœuvres frauduleuses, et de la fausse qualité de marchand d'art d'une part, et d'expert en art d'autre part, doit, pour caractériser l'escroquerie, tromper une personne physique ou morale. Ici, de nombreuses victimes (dont P. Lemaire) sont induites en erreur par les agissements des ^{faux} marchands d'art dirigés par Jacques Dupont et Pierre Martin, ainsi que par la fausse expertise établie par le faux expert agissant à leur service, Paul Breau.

N°

1/16

Cette tromperie doit en outre conduire la victime à "revettre des fonds, des valeurs ou un bien", "à son préjudice" notamment. Ici, la tromperie consistant à surévaluer le prix d'imitations conduit les victimes à s'en porter acquereurs, à leur propre préjudice, en donnant aux faux marchands d'art des sommes bien trop élevées.

En l'occurrence, les caractéristiques matérielles de l'escroquerie sont donc réunies à l'encontre de Jacques Dupont, Pierre Nardin et Paul Ponceau.

Quant à l'élément moral, l'escroquerie est une infraction intentionnelle : elle implique la volonté de tromper une personne pour amener celle-ci à se défaire d'un bien à son préjudice, ainsi que la conscience de l'illégalité de cet acte.

L'intention coupable se déduit ici de l'usage volontaire et conscient de faux nom, de fausse qualité et de manœuvres frauduleuses relativement élaborées.

Circonstance aggravante de bande organisée : cette circonstance est prévue pour le délit d'escroquerie à l'article 313.2, alinéa 2 du CP.

Cette circonstance aggravante peut être retenue en l'espèce, car, définie à l'article 132-71 du CP, elle se matérialise par un groupement formé ou une entente établie en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, d'une ou plusieurs infractions. Ici, l'infraction préparée est l'escroquerie. L'entente établie ou le groupement formé se déduit de la pluralité d'auteurs et de complices.

L'arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation du 8 juillet 2015 rappelle par ailleurs que, pour constituer une bande organisée, le groupement doit être structuré ; en l'espèce, la structure hiérarchisée du groupement se déduit des termes "sous l'égide" de Pierre Nardin et Jacques Dupont, et des rôles précis occupés par chaque participant (faux marchands d'art, faux expert...)

La préparation, matérialisée par des faits, de l'infraction

se déduit enfin de l'organisation elle-même, qui nécessite plusieurs interventions successives de plusieurs individus pour chacun en rôle précis.

Question 2 :

Le principe de territorialité de la loi pénale française implique, aux termes de l'article 113-2 du CP, que cette dernière est applicable dès lors que l'un des faits constitutifs de l'infraction a lieu sur le territoire. Ici le blanchiment est réalisé en Espagne. En outre, l'application du principe de territorialité avec l'extorsion précitée n'est pas envisageable car il n'y a pas de tel lien avec le blanchiment commis. Il n'y a donc pas de compétence des juridictions françaises en vertu de ce principe de territorialité.

Pour ailleurs, l'article 113-6 du CP précise son alinéa 2 que les juridictions françaises peuvent être compétentes en vertu de la nationalité française de l'auteur d'un délit, lorsque ce dernier est incriminé de manière réciproque dans le pays dans lequel il est commis ; l'article 113-8 CP subordonne cette compétence de la loi française à la plainte de la victime (ou de ses ayants droit) ou à la dénonciation officielle par l'autorité du pays où le fait est commis. Ces actes doivent précéder, alors, la requête du ministère public aux fins de poursuites. Dans le cas présent, il n'est pas énoncé qu'une telle plainte ou dénonciation des autorités espagnoles ait été enregistrée. En outre, s'il est probable que le délit de blanchiment soit également poursuivi en Espagne, cette condition n'est pas clairement établie. Il conviendrait donc de s'assurer de telles conditions avant d'envisager la compétence de la loi française concernant le délit de blanchiment susceptible d'être reproché à Pierre Bernard.

Question 3 :

L'infraction de conséquence que constitue le blanchiment est ici prévue et réprimée par l'article 321-1 CP.

Par un arrêt du 3 mai 2012, la Chambre criminelle de la Cour de cassation précise que le blanchiment est un délit "autonome", et qu'en conséquence la prescription qui le concerne est "indépendante de celle qui s'applique à l'infraction d'origine".

On peut déduire de cette jurisprudence que le délit de blanchiment, autonome, peut être poursuivi notwithstanding l'absence de poursuites ou de prescription concernant le délit d'origine.

Pour caractériser un blanchiment, le juge doit se livrer à l'examen suivant :

Il doit en premier lieu s'assurer de l'existence d'un crime ou d'un délit d'origine, au "principal", le blanchiment ne pouvant consister que dans une infraction de conséquence d'une telle infraction.

Cette infraction principale doit avoir généré un profit (direct ou indirect) à son auteur ; dans ce cas, l'auteur du blanchiment doit faciliter la justification mensongère de l'origine des biens ou revenus de l'auteur de l'infraction principale, ce qui implique que le juge doit pouvoir établir que la justification des ressources litigieuses est fautive d'une part, et le lien entre ces ressources litigieuses et l'auteur du crime ou du délit principal d'autre part.

Dans le second alinéa de l'article 321-1 CP, le blanchiment est défini comme "le fait d'apporter son concours à une opération de placement, de dissimulation ou de conversion du produit direct ou indirect de l'infraction principale".

Concours : 2^{ème} concours d'accès à l'ENM

Epreuve : Cas pratique droit pénal et procédure pénale

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Le juge doit alors vérifier l'existence de telles opérations de placement, dissimulation ou conversion, de ressources; Ces ressources doivent être le produit direct ou indirect de l'infraction principale, ce que le juge doit encore vérifier.

Dans le cas de Mme Bernard, les opérations de placement sont établies; le fait qu'elles soient le produit direct de l'infraction principale (escroquerie) se déduit de la provenance de ces fonds, qui sont tirés du compte d'une victime. Et vu la caractérisation de l'infraction principale d'escroquerie, dont proviennent les fonds versés par la victime, le blanchiment peut être établi.

Question 4 :

L'article 132-19 CP, en son alinéa 2, stipule qu'en matière correctionnelle l'emprisonnement sans sursis n'est envisageable qu'en dernier recours, et doit en principe être aménagée; L'alinéa 3 de cet article prévoit une restriction spéciale en la matière en cas de condamnation sans sursis et non aménagée.

Cette restriction doit découler des faits de l'espèce, de la personnalité de leur auteur et de sa situation matérielle, familiale et sociale. Il s'agit d'une exigence de motivation spéciale si la peine ne fait pas l'objet d'aménagements.

N°

S./6

En effet, s'agissant d'une peine d'une durée inférieure à deux ans d'emprisonnement, des aménagements de peine sont possibles en vertu de l'article 132-25 CP (semi-liberté ou placement à l'extérieur) ou de l'article 132-26-1 CP (placement sous surveillance électronique) et suivants.

Ainsi, il y a obligation de motivation pour prononcer une peine correctionnelle d'emprisonnement sans sursis par la juridiction de jugement, et en outre une obligation de motivation spéciale en cas de non aménagement de la peine.

N°

.../...

